

# Question de Résultat

Le magazine du management des coûts



**Edito**

de Pierre Lasry

Cette rentrée a été marquée par l'annonce très médiatisée de mesures de redressement de nos finances publiques. La crise que nous traversons a le mérite de mettre au premier plan la question urgentissime de la dette et du déficit public. Un sujet qui intéresse tout un chacun, et n'est plus réservé aux experts et économistes de tout poil.

Nos responsables politiques sont aujourd'hui contraints de se poser les bonnes questions et de séparer le bon grain de l'ivraie en matière de fiscalité. Quelles sont les niches fiscales vertueuses économiquement, quels dispositifs ont réellement un effet incitatif permettant de stimuler l'économie ? Lesquels représentent au contraire un simple effet d'aubaine ?

Le récent rapport de l'Inspection Générale des Finances qui a passé en revue les 500 dispositifs dérogatoires en matière fiscale et sociale est édifiant. Dire que le bilan est contrasté est un doux euphémisme puisque seules 34 % des niches examinées sont jugées efficaces. Parmi celles-ci, relevons que le Crédit Impôt Recherche se voit attribuer la note maximale de 3/3, avec un effet d'augmentation des dépenses d'innovation. C'est l'occasion de rappeler que toutes les niches ne sont pas bonnes à jeter, et que certains dispositifs fiscaux sont performants et indispensables à la croissance de notre économie.

Les efforts du gouvernement visant à ramener le déficit public à 4,6 % du PIB en 2012 sont certes louables, mais ne doivent ni se faire au détriment des PME, ni omettre la nécessaire réduction des dépenses de fonctionnement de l'Etat. Sur le premier point, il subsiste de fortes inégalités de taux d'imposition entre les PME et les grands groupes, même si la fiabilité de l'indicateur laisse à désirer, comme le montre l'analyse de François Mary, dans ce numéro de *Question de Résultat*. Sur le second point, rappelons qu'avec ses 42 milliards d'euros de dépenses de fonctionnement représentant 56 % du PIB, l'Etat français est largement au-dessus de ses voisins et concurrents. Alors pourquoi ne voit-on aucune nouvelle réforme pour diminuer les dépenses ? Le calendrier électoral n'y est sans doute pas étranger, mais il n'en demeure pas moins que le budget 2012 table davantage sur de nouveaux impôts (10 milliards d'euros) que sur une véritable diminution des dépenses (1 milliard d'euros).

## Sommaire

p2/ A la Une :

**Indicateurs de taxation des entreprises : Comment choisir ?**

Le Chiffre

p3/ L'invité :

**Jan Keller - VP Procurement Air Liquide**

p4/ Tout savoir sur...

**Taxe foncière 2010 : ce que les entreprises paient en France**